

Propositions du Conseil-exécutif et de la commission

ACE n° 1036

2017_08_FIN_Loi sur le personnel_LPers

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	Loi sur le personnel (LPers)			
	<i>Le Grand Conseil du canton de Berne, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:</i>			
	I.			
	L'acte législatif 153.01 intitulé Loi sur le personnel du 16.09.2004 (LPers) (état au 01.01.2017) est modifié comme suit:			
	Titre après Art. 12 (nouv.) <i>1.4 Traitement des données résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique</i>			
	Art. 12a (nouv.) Principes ¹ Les données personnelles des agents et agentes résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique (art. 12 b) ne peuvent			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>a être enregistrées (art. 12c) et évaluées (art. 12d) par les autorités cantonales responsables conformément à l'article 8 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)¹⁾ que dans des buts définis;</p> <p>b être conservées par les autorités cantonales responsables conformément à l'article 8 LCPD qu'aussi longtemps que cela est nécessaire.</p> <p>² Le traitement des données selon la présente section peut aussi concerner des données personnelles particulièrement dignes de protection ou des données permettant de dresser un profil de personnalité.</p> <p>³ Les dispositions de la présente section</p> <p>a s'appliquent par analogie aux personnes visées à l'article 3, alinéas 5 à 7;</p> <p>b ne s'appliquent pas lorsqu'une autre loi régit le traitement des données personnelles résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique.</p>			
	<p>Art. 12b (nouv.) Infrastructure électronique</p>			

¹⁾ RSB [152.04](#)

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>¹ L'infrastructure électronique désigne tous les appareils et équipements fixes ou mobiles qui peuvent enregistrer des données personnelles. Cela comprend en particulier</p> <ul style="list-style-type: none"> a les installations de traitement de données, composants réseau et dispositifs de stockage de données, b les logiciels, c les appareils téléphoniques, d les imprimantes, scanners, télécopieurs et photocopieurs, e les systèmes d'enregistrement du temps de travail, f les systèmes de contrôle d'accès, de locaux et de zones, g les systèmes de géolocalisation. 			
	<p>Art. 12c (nouv.) Enregistrement de données personnelles</p> <p>¹ Les données personnelles des agents et agentes résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique ne peuvent être enregistrées qu'aux fins suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a données concernant l'utilisation de l'infrastructure: 			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>1.pour garantir la sécurité de l'information et des prestations,</p> <p>2.pour assurer la maintenance technique de l'infrastructure électronique,</p> <p>3.pour vérifier le respect des conditions d'utilisation,</p> <p>4.pour contrôler l'accès à des fichiers de données,</p> <p>5.pour enregistrer les coûts liés à l'utilisation de l'infrastructure électronique;</p> <p>b données sur les temps de travail du personnel: à des fins de gestion;</p> <p>c données des systèmes de contrôle des accès, des locaux et des zones de bâtiments et d'installations du canton et de ses établissements: pour garantir la sécurité.</p> <p>² Toutes les données, y compris le contenu du courrier électronique, peuvent être enregistrées à des fins de sauvegarde.</p>			
	<p>Art. 12d (nouv.) Evaluation de données personnelles</p> <p>¹ Les données enregistrées en vertu de l'article 12c peuvent faire l'objet d'évaluations ne se rapportant pas aux personnes.</p>			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>² Les données enregistrées en vertu de l'article 12c ne peuvent, par sondage, faire l'objet d'évaluations non nominales se rapportant aux personnes que dans les buts suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a pour contrôler l'utilisation de l'infrastructure électronique; b pour contrôler les temps de travail du personnel. <p>³ Les données enregistrées en vertu de l'article 12c ne peuvent faire l'objet d'évaluations nominales se rapportant aux personnes que dans les buts suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a pour clarifier des soupçons concrets concernant une éventuelle utilisation abusive de l'infrastructure électronique ou pour sanctionner une utilisation abusive avérée; b pour analyser et remédier à des pannes de l'infrastructure électronique et pour prévenir des menaces concrètes pesant sur celle-ci; c pour mettre à disposition des services nécessaires; d pour enregistrer et facturer des prestations fournies; e pour contrôler les temps de travail individuels. 			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>⁴ Les agents et agentes doivent être informés au préalable des évaluations réalisées en vertu de l'alinéa 3, lettre a.</p>			
	<p>Art. 12e (nouv.) Dispositions d'exécution</p> <p>¹ Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance, en particulier</p> <p>a l'enregistrement, la conservation et la suppression des données,</p> <p>b la procédure de traitement des données,</p> <p>c l'accès aux données et les compétences correspondantes,</p> <p>d les mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données et à empêcher toute utilisation abusive.</p>			
<p>Art. 14 Motifs généraux de résiliation</p> <p>⁴ Les rapports de travail s'achèvent à concurrence du degré d'invalidité dès que l'institution de prévoyance compétente commence à verser une rente d'invalidité.</p>	<p>Art. 14 al. 4 (abrog.)</p> <p>⁴ Abrogé(e).</p>			
<p>Art. 19 Autorité d'engagement</p>	<p>Art. 19 al. 2a (nouv.), al. 3 (mod.)</p>			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
<p>³ La Cour suprême peut déléguer sa compétence aux tribunaux régionaux.</p>	<p>^{2a} La Direction de la magistrature peut déléguer sa compétence à l'état-major des ressources.</p> <p>³ La Cour suprême peut déléguer sa compétence aux tribunaux régionaux <u>autorités judiciaires de première instance.</u></p>			
<p>Art. 22 Période probatoire</p> <p>¹ Sous réserve d'une réglementation dérogatoire applicable de cas en cas, l'autorité d'engagement engage en règle générale les employés et employées à l'essai.</p>	<p>Art. 22 al. 1 (mod.)</p> <p>¹ Sous réserve d'une réglementation dérogatoire applicable de cas en cas, l'autorité d'engagement engage en règle générale les employés et employées à l'essai.</p>			
<p>Art. 39 Résiliation par achèvement de la période de fonction</p> <p>¹ Les rapports de travail s'achèvent à la fin de la période de fonction.</p> <p>² Lorsque la Commission de justice envisage de proposer au Grand Conseil la non-réélection d'un membre d'autorité à titre principal, elle en informe la personne concernée avant l'échéance de la période de fonction en lui indiquant les motifs de son intention.</p>	<p>Art. 39 al. 1 (mod.), al. 2 (mod.), al. 2a (nouv.) Résiliation par achèvement de la période de fonction (Titre mod.)</p> <p>¹ Les rapports de travail s'achèvent à la fin de la période de fonction. <u>L'article 14 est réservé.</u></p> <p>² Lorsque la Commission de justice <u>du Grand Conseil</u> envisage de proposer au Grand Conseil la non-réélection d'un membre d'autorité à titre principal, elle en informe la personne concernée avant l'échéance de la période de fonction en lui indiquant les motifs de son intention.</p>			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>^{2a} Se prononce sur le réengagement prévu à l'article 14, alinéa 2,</p> <p>a pour les membres d'autorité à titre principal des autorités judiciaires et du Ministère public: la Commission de justice du Grand Conseil, après avoir entendu l'autorité de surveillance au sens de l'article 20, alinéa 3;</p> <p>b pour les autres membres d'autorité à titre principal: l'autorité de surveillance compétente.</p>			
<p>Art. 57 Horaire de travail et formes de travail</p> <p>¹ Le Conseil-exécutif fixe l'horaire de travail et les formes de travail par voie d'ordonnance. Il est en particulier habilité à différencier les diverses catégories de personnel et à adopter des réglementations exceptionnelles.</p>	<p>Art. 57 al. 1 (mod.), al. 2 (nouv.)</p> <p>¹ Le Conseil-exécutif fixe l'horaire de travail et les formes de travail par voie d'ordonnance. Il L'article 57a est en particulier habilité à différencier les diverses catégories de personnel et à adopter des réglementations exceptionnelles réservé.</p> <p>² Le Conseil-exécutif est en particulier habilité à différencier les diverses catégories de personnel et à adopter des réglementations exceptionnelles.</p>			
	<p>Art. 57a (nouv.) Horaire de travail fondé sur la confiance</p>			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	<p>¹ L'horaire de travail fondé sur la confiance s'applique aux secrétaires généraux et secrétaires générales, à leurs suppléants et suppléantes, aux chefs et cheffes d'office ainsi qu'à d'autres fonctions analogues.</p> <p>² Ces agents et agentes</p> <p>a sont libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail;</p> <p>b reçoivent, à leur convenance, une allocation annuelle sous la forme d'une indemnité représentant au plus six pour cent du traitement annuel brut ou de dix jours de compensation au maximum;</p> <p>c reçoivent de l'employeur des cotisations d'épargne supplémentaires à la prévoyance professionnelle de trois pour cent du salaire assuré;</p> <p>d disposent du droit aux vacances maximal.</p> <p>³ Le Conseil-exécutif peut prévoir d'appliquer l'horaire de travail fondé sur la confiance à d'autres fonctions.</p>	<p>¹ L'horaire de travail fondé sur la confiance s'applique aux agents et agentes des classes de traitement 27 à 30.</p> <p><i>Biffer.</i></p> <p>³ Le Conseil-exécutif peut prévoir d'appliquer l'horaire de travail fondé sur la confiance à d'autres fonctions ou à des agents et agentes d'autres classes de traitement.</p>	<p><i>Selon proposition du Conseil-exécutif I</i></p> <p><i>Selon proposition du Conseil-exécutif I</i></p>	<p><i>Selon proposition du Conseil-exécutif I</i></p> <p><i>Selon proposition du Conseil-exécutif I</i></p> <p><i>Selon proposition du Conseil-exécutif I</i></p>

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	⁴ Il règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.			
Art. 87 ¹ Pour l'attribution temporaire de tâches supplémentaires ou la suppléance de longue durée, les agents et les agentes peuvent être indemnisés par le versement d'une allocation de fonction.	Art. 87 al. 1 (mod.) ¹ Pour l'attribution temporaire de tâches supplémentaires ou la suppléance de longue durée, les agents et les agentes peuvent être indemnisés par le versement d'une allocation de fonction.			
Art. 91 Primes de fidélité ¹ Les agents et les agentes ont droit à des primes de fidélité. La prime consiste en un congé payé d'une durée maximale d'un mois civil ou d'une indemnité en espèces équivalente.	Art. 91 al. 1 (mod.), al. 1a (nouv.) ¹ Les agents et les agentes ont droit à des primes de fidélité. La prime consiste en un congé payé d'une durée maximale d'un mois civil ou d'une indemnité en espèces équivalente, à l'exclusion des membres du Conseil-exécutif. ^{1a} La prime consiste en un congé payé d'une durée maximale d'un mois civil ou d'une indemnité en espèces équivalente.			
		T2 Dispositions transitoires de la modification du XX.XX.2018 (nouveau)		
		Art. T2-1 Evaluation (nouveau) Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur, le Conseil-exécutif évalue l'impact		<i>Selon proposition de la commission I</i>

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
		de l'article 57a sur les fonctions concernées et présente au Grand Conseil un rapport à ce sujet, contenant également une proposition sur une éventuelle extension du champ d'application de l'horaire de travail fondé sur la confiance à d'autres fonctions ou classes de traitement.		
	II.			
	L'acte législatif 152.01 intitulé Loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration du 20.06.1995 (Loi d'organisation, LOCA) (état au 01.01.2018) est modifié comme suit:			
	<p>Art. 48d (nouv.) Traitement de données personnelles résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique</p> <p>¹ Le traitement de données personnelles résultant de l'utilisation de l'infrastructure électronique de l'administration cantonale ou exploitée sur mandat du canton est régi par analogie par les dispositions des articles 12a à 12e de la loi sur le personnel, y compris pour les données de personnes qui ne sont ni employées du canton ni membres d'autorités cantonales.</p>			

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I		Proposition du Conseil-exécutif II
		Majorité	Minorité	
	III.			
	<i>Aucune abrogation d'autres actes.</i>			
	IV.			
	La présente modification entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2020.			
	Berne, le 15 août 2018 Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer	Berne, le 13 septembre 2018 Au nom de la commission, le président: Bichsel		Berne, le 17 octobre 2018 Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer